

*Article 21 du Règlement***REPRISE DE LA SÉANCE**

La séance reprend à 14 heures.

**DÉCLARATIONS AUX TERMES DE
L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT**

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

L'ÉDUCATION—ON CRITIQUE LA FORMULE FÉDÉRALE DE
FINANCEMENT

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, la semaine dernière des représentants des premières nations du Canada sont venus manifester sur la colline du Parlement pour protester contre les réductions dans le financement de l'enseignement pour les Indiens. Des pétitions portant plus de 6 000 signatures ont été envoyées au cabinet du premier ministre (M. Mulroney). Elles rejettent la politique actuelle et demandent que le gouvernement respecte, d'abord l'esprit et l'intention de la politique de 1973 sur le contrôle de l'enseignement par les Indiens et, ensuite, sa responsabilité de gardien en fournissant des ressources suffisantes pour avoir un enseignement de haute qualité, qui permette aux Indiens de progresser sur le plan économique et social.

Si l'on veut que les Indiens, comme les autres Canadiens, surviennent à leurs besoins et soient productifs, alors l'enseignement est essentiel. Je demande au gouvernement de retirer cette honteuse formule de financement et de respecter ses obligations morales et politiques.

* * *

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE D'ÉLARGIR LES PROGRAMMES À TOUS LES
AGRICULTEURS

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur mérite des félicitations et des encouragements pour les programmes qu'il a mis en oeuvre. Ces programmes ont beaucoup aidé à contrebalancer les effets néfastes des programmes de subvention de la CÉE et des États-Unis.

En dépit de ces efforts remarquables, un certain nombre d'agriculteurs oubliés ont dû subir les conséquences, quoique indirectement dans certains cas, de ces programmes et également des taux d'intérêt élevés du début de la décennie.

Par exemple, les producteurs de légumineuses qui cultivent d'importantes variétés de remplacement comme la moutarde, le tournesol, les lentilles, les pois, le maïs, le sarrasin, la betterave sucrière et le soja ont vu les prix de leurs produits s'effondrer en raison de la guerre des subventions et aussi en raison de subventions accordées par d'autres pays aux producteurs de certaines légumineuses. En outre, les producteurs de foin et de luzerne et les producteurs de cultures irriguées n'ont pas été visés par les programmes spéciaux canadiens pour les grains.

Tous les secteurs de l'agriculture sont importants et aucun producteur ne devrait avoir à faire seul les frais d'une situation économique sur laquelle il n'exerce aucun contrôle. J'exhorte

le gouvernement à créer de nouveaux programmes ou à élargir ceux qui existent déjà pour démontrer à tous les agriculteurs canadiens que le gouvernement conservateur s'occupe d'eux.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'INDUSTRIE VINICOLE—LES RÉPERCUSSIONS DE L'ACCORD
COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral a trahi l'industrie canadienne du raisin et du vin dans son accord de libre-échange avec les États-Unis.

L'industrie vinicole a produit sa dernière bouteille de vin canadien si le gouvernement fédéral approuve le projet d'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, a déclaré mardi un porte-parole du secteur industriel.

Sans les avantages dont elle bénéficie maintenant du point de vue de la concurrence, l'industrie n'aura pas les moyens d'acheter l'an prochain le raisin des producteurs canadiens, a déclaré le président de l'Institut du vin canadien, M. Jan Westcott.

M. Westcott a dit que les producteurs canadiens de raisin risquent de perdre de 20 à 22 millions de dollars par année de ventes aux fabriques de vin et de devoir mettre à pied 16 000 travailleurs réguliers et saisonniers en Ontario et en Colombie-Britannique.

Le 14 août, la ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney) a déclaré qu'il y aurait une période de transition d'une dizaine d'années. Et pourtant, avant même que l'accord n'entre en vigueur, les producteurs canadiens de raisin ne pourront pas vendre leur production à cause de l'accord de libre-échange.

Certes, monsieur le Président, l'industrie du vin et du raisin sera complètement détruite avant la fin de l'année. Le président Reagan l'a demandé; le premier ministre (M. Mulroney) l'a ordonné; la ministre du Commerce extérieur s'est froidement exécutée. C'est l'un des plus grands scandales agricoles de toute l'histoire du Canada.

* * *

LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

L'INSPECTION PAR LE COMITÉ DE LA DÉFENSE DES FORCES QUI
SERVENT EN EUROPE

M. W. R. Bud Jardine (Northumberland—Miramichi): Monsieur le Président, «qui veut la paix prépare la guerre».

Ces paroles prononcées pour la première fois il y a des centaines d'années ont été citées au membres du comité permanent de la défense nationale au cours d'une tournée d'information dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest.

Le comité a reconstruit les troupes sur le terrain pendant leurs manoeuvres d'automne dans le nord-est de la Bavière et il a visité la base de l'OTAN à Geilenkirchen, en Allemagne, lieu d'attache de la force de détection lointaine aéroportée, une force unique, monsieur le Président, parce que ses appareils E-3A ont des équipages multinationaux de 11 des 16 pays de l'OTAN, dont le Canada.